

Non aux ~~solutions~~ spoliations fondées sur la nature !

Les grands pollueurs climatiques tels que Shell et Nestlé colportent une dangereuse escroquerie. Ils affirment qu'ils peuvent réduire à zéro leurs émissions de gaz à effet de serre tout en continuant à brûler des combustibles fossiles, en développant encore l'exploitation minière de la planète et en augmentant la production industrielle de viande et de produits laitiers. Ils appellent cela réduire à « zéro net » leurs émissions. Selon eux, la plantation d'arbres, la protection des forêts et la modification des pratiques agricoles industrielles permettront de stocker suffisamment de carbone supplémentaire dans les végétaux et le sol pour annuler les émissions de gaz à effet de serre qu'ils rejettent dans l'atmosphère.

Ce que les entreprises et les grands groupes de conservation appellent « solutions fondées sur la nature » représente une distraction dangereuse. Leur concept de marketing est accompagné de données non prouvées et erronées et de l'affirmation selon laquelle cette idée pourrait assurer une réduction de 37% des émissions de CO₂ d'ici 2030. De plus en plus d'entreprises, de Total à Microsoft en passant par Unilever, placent les « *solutions fondées sur la nature* » au cœur de leurs plans d'action climatique, tandis que l'industrie de la conservation s'appuie sur le financement de ces « solutions » pour développer son contrôle sur les forêts.

Du point de vue de l'industrie de la conservation, l'idée est simple : les entreprises les paient pour transformer des forêts en espace clos ou planter des arbres sur des terres qu'elles prétendent « dégradées » et qui pourraient absorber davantage de carbone si elles étaient restaurées. De leur côté, les entreprises affirment que les dommages climatiques causés par leurs émissions continues de gaz à effet de serre ont été annulés. Souvent, un document appelé crédit carbone est utilisé pour commercialiser cette allégation de compensation.

Quand les entreprises et les grands groupes de protection de la nature parlent de « *nature* », ils entendent par là des espaces clos dépourvus de toute population humaine. Ils parlent d'aires protégées surveillées par des gardes armés, de plantations d'arbres et de grandes exploitations en monoculture. Leur « *nature* » est incompatible avec la nature comprise comme un territoire, comme un espace de vie inséparable des cultures, des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance des communautés qui en prennent soin et qui se considèrent comme des parties intrinsèques de celle-ci. De plus, derrière une façade marketing de véritables initiatives d'agroécologie et de régénération naturelle, les partisans des « solutions fondées sur la nature » se préparent à faire avancer des pratiques encore plus néfastes telles que les plantations d'arbres en monoculture et l'agriculture industrielle.

Les « solutions fondées sur la nature » ne sont donc pas une solution, elles sont une escroquerie. Ces prétendues solutions se traduiront par des « spoliations fondées sur la nature », car elles amènent à enclorre les espaces de vie restants des peuples autochtones, des paysans et des autres communautés forestières et réduisent la « nature » à un prestataire de services servant à compenser la pollution des entreprises et à protéger les profits de celles qui sont en fait les principales responsables du chaos climatique. Les peuples autochtones, les paysans et les autres communautés dépendant des forêts vont être confrontés à plus de violences, plus de restrictions sur l'utilisation de leurs terres et à un contrôle extérieur accru sur leurs terres.

Les « *solutions fondées sur la nature* » ne sont qu'une répétition de l'échec des programmes de plantation d'arbres et de conservation des forêts REDD+ que les mêmes groupes de conservation promeuvent depuis 15 ans. REDD+ n'a en rien permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le monde ni de mettre un terme aux activités des grandes entreprises agro-industrielles responsables de la déforestation. Ce programme a cependant entraîné des conséquences à long terme : la perte de terres et de forêts pour les communautés paysannes et forestières et de lourdes restrictions sur la façon dont elles peuvent utiliser leurs terres. Le programme REDD+ a également donné naissance à toute une filière de consultants en « durabilité et sauvegardes » et de promoteurs de projets qui tirent profit de la déclaration de projets REDD+ « durables », malgré les violations des droits qu'ils entraînent. Les partisans des « solutions fondées sur la nature » utilisent désormais les mêmes tactiques de systèmes de certification et de sauvegarde pour détourner les critiques et masquer leur prise de contrôle des terres et des forêts communautaires.

Les entreprises qui proposent des « *solutions fondées sur la nature* » dans leurs plans d'action climatique ont l'intention d'augmenter leur production de produits hautement polluants. Dans la logique viciée des « *solutions fondées sur la nature* » des entreprises, si la pollution augmente cela signifie qu'elles devront s'approprier plus de terres pour en faire des installations de stockage du carbone ; cela signifiera plus de spoliations et plus de restrictions sur l'agriculture paysanne et l'utilisation par les communautés de leurs propres terres. Cela signifiera également un contrôle encore accru des entreprises sur les terres et les forêts.

La société énergétique italienne Eni affirme qu'en 2050, elle utilisera encore des combustibles fossiles pour produire 90% de son énergie. Pour compenser ces émissions, elle devra revendiquer la totalité du potentiel d'absorption du carbone de toutes les forêts italiennes – soit 8 millions d'hectares pour pouvoir se prévaloir d'un résultat « net-zéro » ! Selon l'ONG Oxfam, les objectifs *net-zéro* de seulement quatre des grandes sociétés pétrolières et gazières (Shell, BP, Total et Eni) pourraient à eux seuls nécessiter une superficie deux fois plus grande que le Royaume-Uni. Et il ne s'agit là que d'un petit nombre de grandes entreprises du secteur de l'énergie. Le plan « *net-zéro* » de la plus grande entreprise alimentaire du monde, Nestlé, pourrait nécessiter 4,4 millions d'hectares de terres par an pour ses compensations. Et les plans des grandes entreprises technologiques comme Microsoft et Amazon sont également fondés sur la clôture de superficies tout aussi vastes.

Les entreprises et les grandes ONG de conservation ne se contentent pas de colporter cette dernière fausse solution dans le cadre des négociations sur le climat ; elles font la promotion de cette idée dans les réunions gouvernementales de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB). Dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires de septembre 2021, la « production positive pour la nature » est utilisée comme un concept similaire aux SFN pour industrialiser davantage l'agriculture et étendre le contrôle des entreprises. En cas de succès de ces tentatives, il en résultera une aggravation du chaos climatique et une perte encore plus rapide de la biodiversité, tandis que les entreprises continueront à tirer profit de la destruction et de la combustion du carbone fossile.

Les gouvernements doivent savoir qu'il existe un mouvement croissant de communautés, d'organisations et de militants de première ligne qui luttent pour la justice climatique. Les signataires de cette déclaration s'uniront pour résister aux tentatives d'accaparement des terres des peuples visant à des *spoliations fondées sur la nature* et à la compensation des émissions de carbone.

Nous appelons les mouvements en faveur du climat, de l'environnement et de la justice sociale à rejeter sans équivoque les « *solutions fondées sur la nature* » et tous les systèmes de compensation. Ces systèmes ne sont pas conçus pour résoudre la crise climatique. Leur fonction première est « d'acheter » une ou deux décennies supplémentaires de profit illimité pour les entreprises, permis par l'extraction de carbone fossile et l'agriculture industrielle, tout en renforçant le contrôle extérieur sur les territoires communautaires. La « neutralité climatique » ne se résume à guère plus que des réductions sur le papier, obtenues par une comptabilité créative et des déclarations invérifiables sur la prévention d'émissions hypothétiques. Il est trop tard maintenant pour nous permettre d'être distraits de notre objectif. Seul un plan rapide, assorti d'échéances, visant à laisser les réserves restantes de charbon, de pétrole et de gaz dans le sol et à réorganiser l'agriculture industrielle permettra d'éviter un chaos climatique catastrophique.

Les communautés de première ligne qui s'opposent à l'extraction de combustibles fossiles, aux pipelines, aux mines, aux plantations et à d'autres projets de l'industrie extractive montrent la voie. L'opposition aux « *solutions fondées sur la nature* » et la résistance communautaire à la destruction des gisements de carbone souterrains, à l'exploitation minière industrielle et à l'agro-industrie doivent être considérées comme des éléments faisant partie d'une même lutte plus large visant à arrêter la prise de contrôle des territoires communautaires par les entreprises.

Les communautés sont également à l'avant-garde des luttes pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie qui sont nécessaires pour résoudre les multiples crises dont souffre la planète. Nous reconnaissons et soutenons les luttes menées par les communautés pour le contrôle des territoires dont elles dépendent, aujourd'hui et à l'avenir.

Il est temps de s'unir dans cette lutte ! Rejoignez-nous !

Rejetez les *solutions fondées sur la nature* qui constituent une nouvelle forme d'accaparement des terres et de greenwashing des grandes entreprises !

Dites ***NON*** aux *spoliations fondées sur la nature* !

La déclaration reste ouverte à la signature jusqu'à la fin de l'année 2021.

[Ajoutez votre organisation](#)

Signataires initiaux

[Alliance for Food Sovereignty in Africa](#)

(AFSA)

[Alianza Biodiversidad](#)

[Asian Pacific Movement on Debt and](#)

[Development](#)

[ETC group](#)

[Focus on the Global South](#)

[Global Grassroots Justice Alliance](#) (GGJ)

[GRAIN](#)

[Friends of the Earth International](#) (FoEI)

[Indigenous Climate Action](#) (ICA)

[Indigenous Environmental Network](#) (IEN)

[Marche Mondiale des Femmes](#) (WMW)

[Mouvement Mondial pour les Forêts](#)

[Tropicales](#) (WRM)

Signatures au 31 octobre 2021 :

Mouvements, organisations régionales et internationaux

ActionAid International
FIAN International
Gender Action
Global Forest Coalition
Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)
La Via Campesina
WoMin African Alliance
NGO Forum on ADB
No REDD in Africa Network
Oilwatch Latin America
Plataforma Latinoamericana y del Caribe de Justicia Climática
Society for International Development (SID)

National organisations

Asociación de Parques Nacionales, Argentina
Fundación "Dr. Ramón Carrillo" Chaco, Argentina
Fundación Vertientes de Saldan, Argentina
Movimiento Nacional de Salud LAICRIMPO, Argentina
Observatorio del Agua - Universidad Nacional de la Patagonia SJB, Argentina
Proyecto "Producción, circulación y consumo de alimentos y plantas medicinales en situaciones de resistencia y subalternidad" Secty Universidad Nacional de Córdoba, Argentina
Tendencia Revolucionaria Peronista Seccion Prensa , Argentina
Unión de Científicos Comprometidos con la Sociedad y la Naturaleza de América Latina - UCCSNAL , Argentina
XR Argentina
Aid/Watch, Australia
Climate Justice Programme, Australia
ÖBV-Via Campesina Austria
CETRI - Centre Tricontinental, Belgium
Food & Water Action Europe
Green Finance Observatory ASBL, Belgium
No Deal For Nature, Belgium
Bolivia Libre de Transgenicos, Bolivia
Consumidores Conscientes, Bolivia
Aliança RECOs - Redes de Cooperação Comunitária Sem Fronteiras, Brazil
Alternativas para Pequena Agricultura no Tocantins/APATO, Brazil
Amigos da Rua Gonçalo de Carvalho, Brazil
Amigos da Terra Brasil, Brazil
Articulação Agro é Fogo, Brazil
Campanha nem um poço a mais, Brazil
Centro Ecológico, Brazil
Cimi Amazônia Ocidental, Brazil
FAMA , Rede Brasileira Ecosocialista, Brazil
FAOR - Fórum da Amazônia Oriental, Brazil
FASE -ES, Brazil
Fórum Mudanças Climáticas e Justiça Socioambiental - FMCJS, Brazil
Grupo de Pesquisa "Territorialidades e imaginários na Amazônia", Brazil
Movimento Mulheres pela P@Z!, Brazil
Núcleo de Pesquisa e Apoio à Agricultura familiar, Brazil
NUPESDAO-UFAC, Brazil
Observatório da Mulher, Brazil
SOF Sempreviva Organização Feminista, Brazil
Propreté Environnement et Santé (PES) , Burundi
Ajemalebu Self Help (AJESH), Cameroon
Mamour Consulting, Cameroon
RADD, Cameroon
Hunter Honey Kamloops, Canada
Mapuche Nation support Committee, Edmonton, Canada
Shaping Change Collaborative, Canada
Villa St. Joseph Ecology & Spirituality Centre, Canada
Colectivo VientoSur, Chile
Censat Agua Viva - Amigos de la Tierra Colombia, Colombia
Colegio Distrital Carlos Arturo Torres , Colombia
Comité Ambiental en Defensa de la Vida- Tolima, Colombia
Defensa Humedal El Cortijo, Colombia
Grupo Semillas , Colombia
Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos - ILSA, Colombia
Observatorio de Expansión Minero Energética y Re-existencias, Colombia
Semillero Ciencia de la Información, Sociedad y Cultura, Colombia
Bloqueverde, Costa Rica
Red de coordinación en Biodiversidad , Costa Rica
APEM, Democratic Republic of Congo
Biso Peuple, Democratic Republic of Congo
Construons Ensemble Le Monde, Democratic Republic of Congo
Réseau CREF, Democratic Republic of Congo
Reseau Ressources Naturelles, Democratic Republic of Congo
Solidarité Communautaire pour le Développement et la Paix (SOCODEP asbl), Democratic Republic of Congo
VIVAT Intenational, Democratic Republic of Congo
Transform!Denmark, Denmark
Acción Ecologica, Ecuador
CESTA, Amigos de la Tierra El Salvador, El Salvador
Ethiopian Public Health Institute, Ethiopia
European Coordination Via Campesina (ECVC), Europe
Aitec, France
Alliance of Mother Nature's Guardians, France
ATTAC France, France
Editions Estaimpuis, France
Europe solidaire sans frontières (ESSF), France
Kerouanton, France
Maiouri Nature Guyane, France
Pitrau , France
Planète Amazone, France
Sciences Citoyennes, France
Smithers and Kemp, France

Stop Precarite, France
 Varan, France
 Association for Farmers Rights Defense (AFRD), Georgia
 Bella Terra, Germany
 Colectivo Mawvn, Germany
 Forum Ökologie & Papier, Germany
 Fossil Free Lüneburg, Germany
 Leave it in the Ground Initiative (LINGO), Germany
 Lebende Samen Living Seeds e.V., Germany
 Rainforest Rescue (Rettet den Regenwald e.V.), Germany
 SAN Germany / Seeds Action Network, Germany
 KOINO BIO -Cooperating Organic Farms, Greece
 Haiti Survie, Haiti
 ANAFAE, Honduras
 Coalicion de Redes y Organizaciones Ambientales de Honduras, Honduras
 Equipo de Colaboración y Reflexión ECORE, Honduras
 Ofraneh, Honduras
 All India Union of Forest Working People AIUFWP, India
 Bharat Beej Swaraj Manch, India
 Chetana Society, India
 Food Sovereignty Alliance, India
 Indian Social Action Forum, India
 Indigenous Perspectives, India
 Movement for Advancing Understanding on Sustainability And Mutuality MAUSAM, India
 ToxicsWatch Alliance, India
 debtWATCH Indonesia, Indonesia
 Indonesia for Global Justice (IGJ), Indonesia
 Jaringan Advokasi Tambang (JATAM), Indonesia
 Koalisi Rakyat untuk Hak atas air (KRuHA), Indonesia
 Solidaritas Perempuan, Indonesia
 TKPT - Ruang Baca Puan, Indonesia
 Cobh Zero Waste, Ireland
 Elders for Earth, Ireland
 Nexus Research Coop, Ireland
 ReCommon, Italy
 Yasuko Shimizu, Papua New Guinea and Solomon Islands Forest Protection Group in Japan, Japan
 Galken Permaculture, Kenya
 Grail, Kenya
 Consumers' Association of Penang, Malaysia
 Aula Verde AC, México
 Comité Nacional para la Defensa y Conservación de Los Chimalapas, México
 Editorial ALIDRA, México
 Lab-ETA (ENES-UNAM, Morelia), México
 Maderas del Pueblo del Sureste, AC, México
 Otros Mundos Chiapas- Amigos de la Tierra México, México
 Regeneración Social MX, México
 Semillas de Nuestra Tierra, AC, México
 Unidad de l Fuerza Indígena y Campesina, México
 Inra, Morocco
 ALTERNATIVA - Acção Pela Emancipação Social, Mozambique
 JA! Justica Ambiental, Mozambique
 Missao Tabita, Mozambique
 Plataforma nacional da mulher e Rapariga Cooperativistas/AMPCM, Mozambique
 South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), Nepal
 Atelier CCG, The Netherlands
 globalinfo.nl, The Netherlands
 Landelijk Netwerk Bossen- en Bomenbescherming, The Netherlands
 Stichting Gast, The Netherlands
 Transnational Institute, The Netherlands
 Water Justice and Gender, The Netherlands
 Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement (ANSEN), Niger
 Health of Mother Earth Foundation (HOMEF), Nigeria
 Wise Administration of Terrestrial Environment and Resources, Nigeria
 Spire, Norway
 Pakistab Kissan Rabita Committee - PKRC (Pakistan Farmers Coordination Committee), Pakistan
 Human Rights Commission of Pakistan, Pakistan
 Pakistan Kissan Rabita Committee - PKRC, Pakistan
 Asociacion Indigena Ambiental (AIA), Panama
 Alturas de la Amazonía, Perú
 Red Ambiental Peruana - RAP, Perú
 Aniban ng Manggagawa sa Agrikultura (AMA), Philippines
 Community legal help and policy center, Philippines
 Legal Rights and Natural Resources Center - Friends of the Earth Philippines, Philippines
 Climáximo, Portugal
 MartinGreens, Portugal
 Nature-D-Congo, Republic of Congo
 AfrosRD , Dominican République
 Centro Montalvo, Dominican République
 Papaméhiva, Réunion Island
 amicsarbres, Spain
 Amigas de la Tierra, Spain
 Arran de terra, Spain
 Comité Internacional del Corredor Biológico Mundial, Spain
 Ecologistas en Acción Almería, Spain
 Ecologistas en Acción de El Ejido, Spain
 Federacion de Comites de Solidaridad con Africa Negra - UMOYA, Spain
 Friends of the Earth Spain, Spain
 Fundación Galicia Verde, Spain
 Proyecto Gran Simio, Spain
 Ruralitzem, Spain
 Unión Universal Desarrollo Solidario, Spain
 Vall de Can Masdeu, Spain
 Centre for Environmental Justice, Sri Lanka
 Bread for all, Switzerland
 Pro Natura - Friends of the Earth Switzerland, Switzerland
 semnar / saatgutpolitik & wissenschaft, Switzerland
 SUHODE Foundation, Tanzania
 Les amis de la terre-Togo, Togo
 The Association of Rural Environment and Forestry, Turkey
 RAREF, Turkey
 New Horizons Women's Education Centre, Uganda
 Aberdeen Climate Action CIC, United Kingdom
 Fresh Eyes, United Kingdom
 Global Justice Herts and Beds, United Kingdom
 Global Justice Now, United Kingdom
 Rainforest Foundation UK , United Kingdom
 Survival International, United Kingdom
 The Corner House, United Kingdom

REDES-Amigos de la Tierra Uruguay, Uruguay
Voces de América, Uruguay
ActionAid USA, USA
Amazon Watch, USA
BCMAC, USA
Berks Gas Truth, USA
Biofuelwatch, USA / United Kingdom
Campaign to Stop GE Trees, USA
Community Alliance for Global Justice, USA
Dreams United/Sueños Unidos, USA
Eden Foods, USA
Environment Matters (envmatters.org), USA
Ethical Markets Media Certified B. Corporation, USA
Food & Water Watch, USA
FoodFarmsDemocracy.net, USA
GeoEsse, USA
Global Justice Ecology Project, USA
Human Nature, USA
Institute for Social Ecology, USA
Just Food and Water, USA
Maple Hill Garden, USA

MN350, MN Divestment Coalition and Walker Community United
Methodist Church, USA

National Family Farm Coalition, USA
New York Row and Grow: Boat House and Garden Group, USA
OVEC-Ohio Valley Environmental Coalition, USA
Parable of the Sower Intentional Community Cooperative , USA

PLANT (Partners for the Land and Agricultural Needs of Traditional Peoples), USA
Rainforest Relief, USA
Ríos to Rivers, USA
SAFES, USA
Sierra Club, USA
Sunflower Alliance, USA
SustainUS, USA
Tasting Awareness, USA
Texas Drought Project, USA
The Hive Tribe , USA
UC Davis, Indigenous Research Center of the Americas, USA
Until Justice Data Partners, USA
Water Climate Trust, USA
Windrose Fund , USA
Fundación Tierra Vermelha, Venezuela
Observatorio de Ecología Política de Venezuela, Venezuela
Plataforma de Lucha Campesina, Venezuela
Red de Cooperación Amazónica REDCAM, Venezuela